

Objet **[INTERNET] Fwd: Avis pour enquete publique
carriere Vicat Montagnole**



De [REDACTED]
À <pref-icpe@savoie.gouv.fr>
Date 01/11/2022 18:36

Désolée erreur de mail

----- Message transféré -----

Sujet : Avis pour enquete publique carriere Vicat Montagnole

Date : Tue, 1 Nov 2022 18:27:47 +0100

De : [REDACTED]

Pour : pref.icpe@savoie.gouv.fr

projet concerne ma famille par 2 parcelles, 1 parcelle en zone agricole protégée à Pierre Grosse (Montagnole), 1 parcelle en taillis au Pontet (Montagnole)

Si le projet ne peut être arrêté semble-t-il, il peut au moins être modifié ou amendé

1 – Concernant la durée de la prolongation de l'autorisation.

Dans le contexte actuel, extrêmement mouvant, avec des changements très rapides et une véritable bascule du monde passé qui rend obsolète un grand nombre de modèles, une autorisation de 30 ans paraît largement excessive, ne permettant pas d'anticiper le monde à venir, ses enjeux, ses contraintes. En 30 ans, les contraintes écologiques, les techniques d'extraction et de broyage peuvent évoluer. On risque de voir apparaître de nouvelles nuisances, des impacts imprévisibles aujourd'hui. Qui aurait prévu la fin de l'essence et du gasoil à 10 ans par exemple ? Tous nos schémas sont perturbés (écologiques, géopolitiques, technologiques ...). Une grande prudence s'impose dans les prévisions. On ne sait de quoi sera fait demain en matière industrielle en particulier (nouvelles technologies, nouvelles nuisances)

Le projet s'appuyant sur une planification quinquennale, une clause de revoyure, une limitation à 5 ans renouvelable, de cette autorisation paraît plus sûre. Cela permettrait de vérifier si les engagements ont bien été tenus avec un respect des demandes de la population, un contrôle du bon déroulement du projet, la vérification de l'absence d'apparition de nouvelles nuisances et autres effets négatifs sur la population et/ou l'environnement, une adaptation en fonction des exigences...

2 – Concernant les nuisances

- Impact sonore : l'augmentation des volumes pourrait s'accompagner d'augmentation des cadences avec pourquoi pas à terme des équipes de nuit, une activité 24h/24, 365 j/an. Je demande donc une limitation de ces activités les WE et jours fériés, le matin avant 8h, le soir après 18h et entre midi et 14h. Il s'agit de respecter la qualité de vie des riverains et le rythme circadien de la faune. N'est-ce pas ce qu'on nous demande pour les travaux de jardinage (taille, tonte...) dans certaines communes ?

- Impact des vibrations sur le bâti existant ou à venir situé sur le trajet de la veine à exploiter : le risque de fissures sur les murs, les revêtements de sols et autres doit être pris en compte par l'étude de nouvelles technologies, de nouveaux outils. Des mesures doivent être prises également aujourd'hui pour permettre une réparation de dommages ultérieurs potentiels.

--- Poussières : outre leur aspect polluant vu plus loin, leur simple dépôt sur les toits par exemple pourrait limiter la production des panneaux solaires, impact d'un dépôt sur le linge à sécher en extérieur, empoussièrément plus rapide de l'intérieur des habitations, etc ... Qu'est-ce qui est fait aujourd'hui ? Qu'est-il prévu demain ? Quels contrôles indépendants, quelles mesures de prévention (aspiration ...) ?

--- Circulation des poids lourds : ils ne seront pas supprimés avec la mise en place d'un convoyeur sous-terrain. Dégradation du revêtement des routes : à voir avec les municipalités concernées et le département. Sécurité routière et risque accidentogène : étudier une modification de la signalisation routière sur le parcours des PL pour la rendre plus sûre pour tous. Quelle responsabilité, quelle prise en charge par l'entreprise propriétaire ?

-- La déforestation : Concernant l'impact sur la faune, la flore, la biodiversité, les mesures prises sont-elles suffisantes en matière de prévention et de remédiation ? Quid de la modification du paysage et de la nuisance visuelle des infrastructures ? Quid de la perte de jouissance de la forêt par la population ? Dans le contexte actuel, une simple dérogation aux exigences paraît bien futile et contre nature.

3 – Concernant la pollution

Risque de pollution de l'air, de l'eau, des sols, avec leurs impacts sur la végétation, la faune sauvage et domestique (viande et lait, abeilles et miel par exemple), et sur l'homme. Les effets néfastes peuvent apparaître à très long terme avec une très longue latence, qu'on ne peut éliminer aujourd'hui avec certitude. Personne ne peut s'engager raisonnablement sur 30 ans avec l'évolution des process et des techniques.

Aujourd'hui, il s'agit semble-t-il essentiellement de poussières dont la composition et la toxicité peuvent évoluer. Demain pourquoi ne s'agirait-il pas de composants chimiques avec l'évolution des techniques d'extraction toujours possibles (voir ce qui s'est passé avec la fissuration pour les hydrocarbures par exemple). Faudra-t-il à nouveau des dérogations ? Mais aussi pourquoi pas, l'apparition de nouvelles nuisances : olfactives ou autres ...

Identifier, doser et contrôler la présence des polluants dans l'eau (un ruisseau traverse la propriété, quid de la nappe phréatique ?), l'air et les végétaux (champignons par exemple) plusieurs fois par an par un laboratoire agréé indépendant pendant toute la durée de l'autorisation et rendre public les résultats. Imposer la prise de mesures en cas de situation problématique à charge de l'entreprise. Demander une étude préalable d'impact lors de l'introduction de toute nouvelle technologie ou de modification du process à venir, à la fin de chaque plan quinquennal et limiter la durée de l'autorisation (clause de revoyure).

4 – Enfouissement de déchets inertes

Quelles sont les contrôles ? Quels sont les garde-fous ? Quelles sont les garanties ?

A échéance de 30 ans, ces déchets « inertes » le seront-ils vraiment ? Aurons-nous un jour, en fin d'exploitation par exemple, un enfouissement de déchets venus d'ailleurs, nucléaires ou chimiques toxiques, rendus pseudo « inertes » et pour combien de temps ? Quelle surveillance de ces déchets « inertes » ?

5 – Concernant l'impact sur la valeur du foncier

Qu'il s'agisse du foncier bâti ou à bâtir, qu'il s'agisse des terres agricoles, la présence et l'extension de cette carrière et de ses nuisances modifie les diagnostics des risques naturels et technologiques, fait classer le secteur comme zone à risque qui peut fortement évoluer en 30 ans sans que l'on puisse l'anticiper sérieusement sur une aussi longue période. Les nuisances et la pollution, discrètement passées sous silence aujourd'hui par les agences, risquent de se révéler pénalisantes à l'avenir et faire fuir les acquéreurs ou fortement baisser les prix. La réglementation peut également évoluer en 30 ans et rendre la jouissance et la liberté de disposer de ses biens problématiques

Il est à craindre à terme une perte de valeur de ce foncier qui serait inacceptable pour les personnes concernées. Il s'agit de prévenir et pas seulement d'indemniser à posteriori.